

12	“Mise en place d’un système d’information CAPI sur les marchés agricoles”	L’objectif global du projet est de mettre en place un dispositif fiable devant permettre de disposer en temps réel d’informations sur le niveau des prix des produits agricoles sur les différents marchés ruraux et semi-urbains sur toute l’étendue du territoire togolais à travers des technologies innovantes à base de tablettes Android4.	Togo 190 599 Euros
Thématique 5 : Comportement alimentaire : enjeux pour la valorisation des ressources locales.			
13	“Valorisation des produits locaux pour améliorer les comportements alimentaires dans la boucle du Mouhoun et favoriser une bonne transition nutritionnelle à Ouagadougou”.	Soutenir les filières locales de produits riches en micronutriments et protéines et favoriser la consommation locale de ces produits.	Burkina Faso 224 995 Euros
14	“Label bio ou Faso : développement d’un système participatif de garantie pour des comportements alimentaires sains et une agriculture résiliente”	Favoriser l’adéquation entre la production agro-écologique et la demande urbaine en produits alimentaires locaux sains et nutritifs autour d’un Système Participatif de Garantie comme outil de certification d’un label Bio local au Burkina Faso.	Burkina Faso 147 700 Euros
15	“Projet d’appui à la sécurité alimentaire et à l’amélioration nutritionnelle (PASAAN)-phase 2”	Contribuer à une meilleure compréhension des comportements alimentaires au Bénin.	Bénin 111 504 Euros
16	“Système Alimentaire Durable et lutte contre la Malnutrition à Rufisque (SADMAR)”	Renforcer l’état nutritionnel des enfants des quartiers pauvres et de leur famille dans le département de Rufisque (région de Dakar, Sénégal) par la promotion de produits locaux à forte valeur nutritive et l’appui à des systèmes alimentaires valorisant les agricultures familiales durables et les circuits courts.	Sénégal 149 362 Euros
17	“Improving Food-Related Behavior in Value-Added Cassava Products in Liberia”.	Improving Food- Related Behavior in Value-Added Cassava Products in Liberia”.	Libéria 149 994 Euros
Thématique 6 : Technique de production agricole résiliente			
18	Capitalisation d’expériences d’acteurs pour le développement de techniques agro écologiques résilientes en Afrique de l’Ouest (Sénégal, Burkina Faso, Togo).	L’objectif global du projet est de contribuer à l’amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l’Ouest à travers la prise en compte d’expériences en agroécologie pour le développement de techniques agricoles résilientes.	Burkina Faso, Sénégal et Togo 119 936,00 Euros
19	Incentivising adoption of climate smart practises in cereals production in Nigeria (6 Etats) : socio cultural and economic diagnostics	The broad objective of the study is to evaluate socio-economic impacts of using Climate Smart Practises (CSPs) in maize and rice production, and identify appropriate mechanisms by which wide-spread adoption of CSPs may be incentivized to stop/reverse land degradation, restore ecosystem health, enhance livelihood outcomes and build resilience to climate change, with rice and maize farmers in Nigeria as examples.	Nigeria 118 956,00 Euros
20	Innovations “fumures organiques” et résilience au changement climatique dans les cacaoyères de Côte d’Ivoire.	Contribuer à développer des systèmes de culture de cacao plus résilients par l’adoption de fumure animale dans les cacaoyères de Côte d’Ivoire.	Côte d’Ivoire 110 000,00 Euros
21	Projet d’appui à la capitalisation des pratiques agricoles résilientes portées par les Organisations de Producteurs au Mali, au Niger et au Burkina Faso.	L’objectif global du projet est de renforcer la prise en compte et la promotion, dans les programmes et politiques de développement agricole des pratiques agro écologiques et résilientes menées par les OP. De manière plus spécifique, la particularité du projet sera, à travers le recueil de la perception et de l’analyse des paysans, d’éclairer les OP et les décideurs sur les déterminants de l’adoption et du changement d’échelle des pratiques agro écologiques et résilientes.	Mali, Niger et Burkina Faso 119 975,00 Euros
Thématique 7 : Emploi et formation professionnelle des jeunes ruraux			
22	Projet de capitalisation et de diffusion d’un centre incubateur de développement des métiers agricoles pour les jeunes femmes et hommes ruraux des pays de la CEDEAO, excepté le Nigéria.	L’objectif général est de favoriser le développement des métiers avicoles durables en milieu péri-urbain et rural.	Sénégal 118 309,00 Euros
23	Capitalisation de l’expérience de formation agricole à distance de jeunes ruraux en Afrique de l’Ouest (Burkina Faso, Côte d’Ivoire et Togo).	L’objectif général du projet est de contribuer à améliorer la formation agricole des jeunes ruraux pour leur insertion socioéconomique.	Burkina Faso Côte d’Ivoire et Togo 85 218,00 Euros
24	Promotion de l’Entrepreneuriat des Jeunes Ruraux du Bénin	Réduire le chômage et le sous-emploi des jeunes ruraux en les intéressant à des activités économiques relevant du secteur agricole.	Bénin 118 410,00 Euros

Thématique 8 : Filets sociaux de sécurité			
25	Projet d’appui à la protection sociale par le ciblage pilote des personnes vulnérables et les filets sociaux sélectifs au Burkina Faso	Capitaliser les résultats du ciblage pilote et de filets de sécurité au profit de 1000 ménages vulnérables pour appuyer le gouvernement dans la mise à l’échelle des programmes de la PNPS au Burkina Faso	Burkina Faso 200 000,00 USD
26	Projet Intégré de Nutrition Communautaire et de Lutte contre la Pauvreté au Bénin	L’objectif spécifique visé par cette proposition est la prévention et la réduction de la malnutrition chez les enfants de 0 à 59 mois.	Bénin 179 106,00 USD
27	Promotion de la résilience des populations à travers des systèmes de filets sociaux sensibles aux enfants dans la province du Soum, Burkina Faso.	Renforcer les moyens d’existence des ménages très vulnérables et améliorer l’état nutritionnel des enfants, et des femmes enceintes et allaitantes à travers de la mise en marche d’un programme de filets sociaux.	Burkina Faso 184 221 USD
28	Stratégie Opérationnelle d’amélioration de la productivité des cultures à intérêt nutritionnel en Côte d’Ivoire.	Mettre en oeuvre des modes de cultures simples et susceptibles d’améliorer la production agricole et la qualité nutritionnelle des aliments à partir de l’amélioration de la fertilité des sols	Côte d’Ivoire 199 707 USD
29	Protection du noyau de reproduction au profit des ménages agropasteurs pauvres dans la région du Sahel, au Burkina Faso	Accroître l’offre fourragère dans la zone du projet tout en améliorant les revenus et l’accès à l’alimentation pour les ménages très pauvres et pauvres.	Burkina Faso 200 000 USD
30	Promotion d’un système intégré d’alimentation scolaire et d’agro écologie dans la région des savanes au Togo	Contribuer à l’amélioration et de la nutrition des élèves des écoles primaires publiques et des mères nourrices à travers la promotion de repas scolaires à base d’aliments produits localement, l’éducation nutritionnelle et l’agro-écologie	Togo 190 755 USD
31	Contribution à l’alimentation des normes régionales en matière de conception de transferts sociaux pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.	Capitaliser et diffuser, de manière consensuelle, les expériences de mise en oeuvre des filets sociaux préventifs pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en vue d’orienter le développement des politiques adéquates et renforcer la capacité opérationnelle des intervenants dans ce domaine en Afrique de l’Ouest, et plus spécifiquement au Niger, Mali et Burkina Faso.	Niger, Mali et Burkina Faso 297 000 USD
32	Projet d’appui à la conception de modèles de filets sociaux adaptés aux réalités de l’élevage pastoral (FISOREP)	L’objectif spécifique vise à sécuriser durablement les moyens d’existence de 2400 ménages pauvres et vulnérables	Burkina Faso, Niger, Sénégal et Mali 300 000 USD
33	Renforcement des filets sociaux dans le Département de Dagona à travers un projet pilote de promotion de la production locale, l’introduction du moringa et le respect de l’environnement dans les cantines scolaires.	Améliorer la situation nutritionnelle des élèves dans 10 cantines scolaires à travers de produits locaux dans 5 localités du Département de Dagona.	Sénégal 198 000 USD
34	Projet d’appui au redressement du pouvoir économique des Ménages (PRODEM)	Contribuer à la réduction de l’insécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables dans les communes de Alakoss et Olléwa.	Niger 198 000 USD

**RESERVE REGIONALE DE SECURITE ALIMENTAIRE DE LA CEDEAO :
Produits déjà stockés issus d’un premier achat de vivres**

Titre du projet	Objectif	Produits déjà stockés	Tonnage (tonnes)	Pays
“Projet d’appui au stockage de sécurité alimentaire en Afrique de l’Ouest financé par l’Union Européenne et mis en oeuvre par la CEDEAO avec l’appui technique de l’AFD, de l’AECID et du CILSS	Contribuer à répondre efficacement aux crises alimentaires et renforcer la résilience des ménages	Maïs, sorgho, mil et riz	2750	Ghana
		Maïs, sorgho, mil	2178,5*	Nigeria
		Maïs, sorgho, mil et riz	2750	Burkina Faso
		Maïs, sorgho, mil	3500	Niger

* 1 130 tonnes, soit 22 600 sacs de 50 kg de vivres composés de maïs, de sorgho et de mil, ont été remis le 8 août 2017 aux Etats de Borno, de Gombe, d’Adamawa et de Yobe en proie à une crise alimentaire et nutritionnelle qui sévit au Nord-est du Nigeria.

83 Rue de la Pâturage, Super Taco 01 BP 4817 - Lomé - TOGO / Tél: +228 22 21 40 03
E-mail : araa@araa.org Site Web : www.araa.org



**Agence Régionale pour l’Agriculture
et l’ Alimentation
(ARAA)**

Nourrir l’Afrique de l’Ouest

Feed West Africa

Alimentar a África Occidental

Site Web: www.araa.org

E-mail : araa@araa.org

Tél. : (+228) 22 21 40 03

CONTEXTE

Adoptée en janvier 2005, l'ECOWAP est la politique agricole de la CEDEAO. Cette politique régionale constitue une référence majeure dans la mise en œuvre du volet agricole du NEPAD en Afrique de l'Ouest, ECOWAP/PDDAA. L'ECOWAP est le socle de la transformation massive des agricultures ouest africaines à l'horizon 2025, notamment en raison du rôle prépondérant des femmes dans la production et les chaînes de valeurs agrosylvopastorales et halieutiques et des enjeux liés à la question de l'emploi des jeunes dans un contexte de chômage et d'émigration clandestine.

La création de l'ARAA en 2011 puis son lancement en septembre 2013 s'inscrit dans le cadre de l'opérationnalisation de cette politique agricole régionale. En effet, outre le renforcement des capacités des organes de la Commission de la CEDEAO, notamment du Département de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau, le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement, sur proposition du Conseil des ministres, a décidé, par le règlement C/REG.1/08/11, de la création d'une structure technique spécialisée, déléguée pour gérer les projets et programmes de l'ECOWAP.

MISSION ET OBJECTIFS

La mission de l'ARAA est de contribuer à la mise en œuvre de la politique agricole régionale dont la vision est adossée sur une agriculture moderne et durable, fondée sur l'efficacité et l'efficience des exploitations familiales et la promotion des entreprises agricoles avec l'implication du secteur privé.

Cette agence spécialisée qu'est l'ARAA a pour mandat *« d'assurer l'exécution technique des programmes et plans d'investissement régionaux concourant à l'opérationnalisation de la politique agricole régionale en s'appuyant sur les institutions, organismes et acteurs régionaux disposant de compétences avérées »*. Elle assure la fonction de structure technique spécialisée, de maîtrise d'ouvrage déléguée des projets et programmes de l'ECOWAP/PDDAA.

De façon spécifique, l'ARAA a pour mission de :

- renforcer les capacités techniques d'intervention et d'action du Département de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau de la CEDEAO dans la mise en œuvre des programmes d'investissement pour permettre au Département de jouer pleinement son rôle régalien (orientation stratégique, réglementation, pilotage et suivi-évaluation, veille stratégique, etc.),
- coordonner, dans une perspective de rationalisation, les activités et champs d'intervention des institutions techniques spécialisées dans les domaines agricoles et agro-alimentaires,
- contribuer au renforcement des capacités des acteurs régionaux et nationaux en matière de préparation de dossiers/projets, de mise en œuvre et du suivi des activités.

STRATÉGIE D'INTERVENTION

L'ARAA est chargée de coordonner et faciliter l'exécution des missions relatives à la mise en œuvre de la politique agricole régionale. Elle n'exécute pas directement les actions sur le terrain, mais contractualise avec les institutions techniques et tous les acteurs dont les compétences sont avérées. Dans le cadre des projets qu'elle coordonne et avec l'appui de certains partenaires financiers, l'ARAA finance directement, à travers des appels à propositions, des projets innovants sur le terrain qui sont portés par le secteur public et privé, les ONG et associations/organisations paysannes de la région.

L'ARAA joue beaucoup plus un rôle de coordination, de supervision, d'encadrement, de facilitation et de mise en relation.

A ce jour, l'ARAA coordonne la mise en œuvre de neuf (9) projets régionaux et 34 projets terrain issus des appels à propositions.

Par ailleurs, dans le cadre de l'opérationnalisation de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire, la CEDEAO, à travers l'ARAA, a déjà acheté 11178,5 tonnes de céréales issues d'un premier achat de vivres stockés dans quatre pays (Burkina Faso, Niger, Nigéria et Ghana).

PROJETS ET PROGRAMMES REGIONAUX SOUS

LA COORDINATION DE L'ARAA (1 13 000 000 USD)

N°	Titre du Projet	Zone d'intervention/ bénéficiaire	Coût du projet (USD)/ bailleurs	Etat de mise en oeuvre:	Impact attendu
01	Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en Afrique de l'Ouest (PASANAO)	15 pays de la CEDEAO + Tchad et Mauritanie	Global : 12 340 000 Euros <ul style="list-style-type: none"> Agence Française de Développement (AFD) : 10 400 000 EUROS CEDEAO : 1 940 000 EUROS 	En cours	Amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle des populations ouest-africaines et renforcement des capacités des dispositifs nationaux et régionaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle
02	Projet de renforcement des capacités pour la mise en oeuvre de la politique agricole de la CEDEAO	15 pays de la CEDEAO	Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) : 4 016 064 USD	En cours	Croissance agricole accrue et soutenue dans l'espace CEDEAO en conformité avec l'objectif du PDDAA qui vise une croissance agricole annuelle de 6%
03	Projet d'appui à l'initiative " faim zéro "	15 pays de la CEDEAO	Global : 5 422 600 USD <ul style="list-style-type: none"> CEDEAO : 3 000 000 USD Coopération allemande : 2 422 600 USD 	En cours	Eradication de la faim et de la malnutrition en Afrique de l'Ouest à l'horizon 2025
04	Projet d'appui à la politique agricole " ECOWAP/PDDAA)	15 pays de la CEDEAO	<ul style="list-style-type: none"> Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) : 5 000 000 EUROS CEDEAO : 380 000 EUROS 	En cours	Réduction de la vulnérabilité et promotion de l'accès durable des populations à l'alimentation dans les pays de l'espace CEDEAO
05	Projet d'appui au plan régional de lutte contre la Mouche des fruits	Union Européenne et Commission de la CEDEAO et les pays membres	Global : 23 500 000 EUROS <ul style="list-style-type: none"> Union Européenne : 16 700 000 EUROS Agence Française de Développement : 1 500 000 (AFD) (Commission de la CEDEAO et les pays membres) : 5 300 000 EUROS 	En cours	Amélioration des revenus des producteurs de fruits, contribution à la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.
06	Projet d'appui au stockage de sécuritié alimentaire en Afrique de l'Ouest	15 pays de la CEDEAO + Tchad et Mauritanie	Union Européenne : 56 000 000 EUROS	En cours	Réponse efficace aux crises alimentaires aux côtés des Etats et des acteurs, tout en contribuant à la mise en oeuvre de l'ECOWAP/PDDAA dans une perspective de sécurité et de souveraineté alimentaires régionales.
07	Projet NEPAD " renforcement des capacités des Etats sur les changements climatiques et la formulation de projets d'investissement	15 pays de la CEDEAO	Global : 220 000 EUROS <ul style="list-style-type: none"> NEPAD : 200 000 EUROS CEDEAO : 20 000 EUROS 	Clôturé	Renforcement des capacités des 15 Etats-membres de la CEDEAO dans la prise en compte effective du changement et des variabilités climatiques dans la mise en oeuvre des politiques et des stratégies agricoles
08	Programme Régional d'Appui aux Organisations Professionnelles et Paysannes Agricoles dans le cadre de la politique agricole de l'Afrique de l'Ouest " PRAOP/ECOWAP"	15 pays de la CEDEAO	Coopération Suisse : 95 1 700 000 F CFA	En cours	Modernisation des exploitations familiales et augmentation des revenus des petits producteurs et productrices de l'Afrique de l'Ouest.
09	Projet de renforcement des capacités de l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (TCP-FAO)	15 pays de la CEDEAO	FAO : 67 000 USD	Clôturé	Renforcement des capacités de l'ARAA (stratégie de communication, charte graphique)

PROJETS TERRAIN EN COURS DE MISE EN OEUVRE D'UN COÛT GLOBAL DE : 5 878 936 EUROS

N°	Titre du projet	Objectif	Zone d'intervention / Coût
Thématique 1 : Fortification des aliments et production locale des produits de supplémentation nutritionnelle.			
1	"Projet innovant en faveur d'une amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.	Installer un système de traitement thermique et d'un émulsifieur, afin d'améliorer la qualité microbiologique, organoleptique, et la stabilité d'aliments infantiles en gardant la même qualité nutritionnelle; <p>Développer la contribution des filières locales de matières premières à la production des aliments nutritionnels (AITPE, ASPE), répondant aux normes de l'alimentation infantile pour les programmes de lutte contre la malnutrition conduits au Niger et dans la sous-région.</p>	Niger <p>250 000 Euros</p>
2	Innovation pour le développement d'aliments nutritionnels pour les jeunes enfants et leur mère au Burkina Faso, Mali, Niger et Bénin.	Contribuer à améliorer durablement la situation nutritionnelle des enfants par le développement de la production et de la mise sur le marché d'aliments nutritionnels de qualité au Mali, Niger, Bénin et Burkina - Faso.	Burkina Faso, Niger <p>Bénin et Mali <p>187 395 Euros</p> </p>
3	"Fortification des aliments et production locale de produits de supplémentation nutritionnelle"	Le projet vise à contribuer à la réduction et à la prévention de la carence en fer et en acide folique chez les enfants d'âge scolaire et les femmes en âge d'avoir les enfants, par l'augmentation de leur niveau de consommation en micronutiments. Il vise également à contribuer au développement de la chaîne de valeurs du maïs, par l'augmentation du revenu des producteurs de maïs.	Burkina Faso, Bénin et Togo <p>249 998 Euros</p>
Thématique 2 : Sécurisation des systèmes d'activités pastoraux			
4	Projet de valorisation des pailles de canne" VALPAC	Le projet de mise en place d'un service fourrager pastoral contribuera à l'amélioration des conditions de vie des populations pastorales du Département de Dagana en permettant l'accès à du fourrage de qualité en période de pénurie fourragère.	Sénégal <p>288 303 Euros</p>
5	"Projet d'étude et d'opérationnalisation d'un projet pilote de mise en oeuvre de la composante "aliment du bétail" de la réserve régionale de sécurité alimentaire" PROPILAB	Intrants alimentaires pour le bétail, à travers l'opérationnalisation de la composante de la réserve régionale de la CEDEAO dédiée à l'aliment du bétail.	Burkina Faso <p>250 000 Euros</p>
Thématique 3 : Renforcement des systèmes de crédit et d'assurance agricoles			
6	"Partenariat innovant pour l'accès des petits producteurs au crédit agricole au Togo".	Le projet vise fondamentalement à renforcer l'accès au crédit agricole sur les filières vivrières pour les petits producteurs ouest africains et renforcer la sécurité alimentaire au développement de partenariats innovants entre IMF-OP-ONGs-Etat.	Togo <p>74 905 Euros</p>
7	"Partenariat pour le développement de services innovants au sein de la COOPEC-RESOPP "PSI-COOPEC"	L'objectif général du projet PSI-COOPEC est de renforcer la sécurité et l'inclusion sociale dans les territoires ruraux sénégalais. La diffusion du modèle coopératif et le renforcement permanent de l'offre de services du système RESOPP sont ainsi amenés à contribuer à une amélioration des conditions de vie des ruraux, en leur permettant de vivre dignement de leurs activités.	Sénégal <p>249 964 Euros</p>
Thématique 4 : Stockage et commercialisation des produits agricoles et gestion des risques de marché			
8	"Intelligence économique au service de la gestion du risque prix dans les filières céréales (mil, sorgho, maïs, riz)	L'objectif spécifique de l'action est "l'amélioration des stratégies de commercialisation et de stockage des céréales du secteur privé en Afrique de l'Ouest par une meilleure gestion des risques fondée sur l'intelligence économique prospective".	Togo, Bénin, Niger <p>Côte d'Ivoire, Sénégal et Burkina Faso <p>199 974,25 Euros</p> </p>
9	"Extension d'expériences en matière de commercialisation des produits agricoles par le warrantage comme stratégie d'amélioration des revenus des producteurs agricoles des filières soja et riz dans la Région des Plateaux"	L'objectif général du projet est d'améliorer de façon durable les revenus des producteurs agricoles à travers une meilleure valorisation des filières soja et riz dans la Région des Plateaux.	Togo <p>28 192,00 Euros</p>
10	"Projet d'Amélioration de la Gestion des Stocks de Céréales par les Producteurs/trices membres de la FEPAB"	Développer et améliorer des outils innovants de gestion des stocks de céréales grâce à la maîtrise de la fluctuation des prix et l'accès aux marchés.	Burkina Faso <p>200 000 Euros</p>
11	"Séchage - stockage de fruits et légumes par l'énergie solaire à la Ferme Fakoly - Mali"	Le projet "Séchage-stockage de fruits et légumes par l'énergie solaire à la ferme Fakoly", vise à assurer la sécurité alimentaire, à minimiser les pertes des produits frais et à réduire les risques de marché dans l'espace CEDEAO, à travers le séchage, le stockage et la commercialisation du gombo, de la tomate, de la pomme de terre et de la mangue, qui sont produits localement et disponibles en très grande quantité dans la zone du projet, mais sur des périodes assez courtes.	Sénégal <p>234 547 Euros</p>